

(Source : [La Presse](#) – Merci à Clara)



Commençons l'année avec une histoire de banditisme bien juteuse, question de se mettre de bonne humeur. C'est l'histoire d'un gang bien organisé qui décida, il y a quelques années, d'aider subrepticement des narcotrafiquants mexicains et colombiens à blanchir son fric illégal aux États-Unis.

Ah, oui: pour faire bonne mesure, ce gang a aussi facilité le commerce entre diverses compagnies et des pays visés par des sanctions internationales, comme l'Iran et la Libye.

Au fil des années, c'est 881 millions de dollars américains que ces bandits ont permis aux narcotrafiquants de blanchir.

Puis, un jour, la cavalerie est arrivée! J'entends par là que la justice américaine a débarqué. Enquête fut faite. On a mis au jour les mécanismes de la fraude, on a exposé les gestes des membres du gang avec leurs propres paroles.

Le gang en question a reconnu sa responsabilité. Il s'en est même excusé.

Malgré cela, personne n'ira en prison. Parce que le gang en question s'appelle HSBC, une des plus grandes banques du monde.

HSBC a reconnu sa responsabilité après une enquête des autorités américaines qui a démontré que ses hauts dirigeants savaient que quelque chose était pourri dans son arrière-cour mexicaine. Un cartel de narcotrafiquants avait fait de HSBC «sa» banque pour blanchir les narcodollars. HSBC le savait, et sa réponse pour endiguer ce flot d'argent sale fut pour le moins timorée. Le fric de la coke était juste trop facile à encaisser.

Pour tout cela, HSBC a accepté de payer 1,9 milliard de dollars aux autorités américaines, en guise de punition. On regarde cela, 1,9 milliard, et on se dit wow, quelle taloche! Les pénalités imposées à HSBC sont, en effet, historiques.

Mais 1,9 milliard, quand ton profit avant taxes et impôts est de 22 milliards, c'est quoi? **C'est l'équivalent de quatre semaines de profit.**

C'est rien. C'est des pinottes toxiques. C'est une joke obscène.

Mais cette amende-bonbon n'est que le crémage sur le proverbial gâteau de HSBC. Car le gâteau, ici, **c'est qu'aucun patron de la banque ne fera face à la justice criminelle** pour son rôle, actif ou passif, dans ces histoires de blanchiment d'argent.

Le Department of Justice des États-Unis a décidé de ne pas lancer les chiens contre les cravatés qui savaient et qui n'ont rien fait pour éviter que leur banque soit la banque préférée – selon les mots d'un officiel mexicain au patron des opérations mexicaines de HSBC – du cartel de Sinaloa.

Le Department of Justice a aussi décidé de ne pas révoquer le permis d'opérations bancaires américaines de la HSBC, ce qui aurait mené à l'arrêt de toutes les activités, grandes et petites, de HSBC aux États-Unis. Les faits reprochés à la banque justifiaient largement cette révocation.

Pourquoi ne pas passer les menottes aux malfaiteurs de HSBC, pourquoi ne pas arrêter ses activités aux États-Unis?

Parce que, selon les procureurs, dans une décision qui a été avalisée par la Maison-Blanche de saint Barack Obama, cela aurait pu a) détruire des milliers d'emplois aux États-Unis et b) entraîner une réaction en chaîne dans le système financier mondial.

Bref, quand le capital peut «déménager» d'un État à l'autre, même d'un État américain à un autre, détruisant des milliers de jobs, c'est correct, c'est juste le sacro-saint marché dans toute sa splendeur. Quand des milliers de jobs sont en jeu

à cause du banditisme à grande échelle, là, on a des scrupules.

Dans son livre *The Price of Inequality*, l'économiste Joseph Stiglitz décrit la «capture réglementaire» qui opère quand ceux qui écrivent les règles applicables à un secteur industriel donné sont sur la même longueur d'onde que les capitaines et les princes de cette industrie... mais pas sur la même longueur d'onde que le bien public.

Il y a aussi la «capture cognitive», écrit le Prix Nobel d'économie 2001: quand il y a une «affinité naturelle» entre ceux qui écrivent et appliquent lois et règlements, d'une part, et ceux qui doivent se conformer à ces lois et règlements, d'autre part. C'est ce qu'on voit dans l'affaire HSBC, non?

Tout cela est lubrifié, note Stiglitz (mon expression, pas la sienne) par le fait que, aux États-Unis, pour chaque législateur, il y a 2,5 lobbyistes payés par les banques.

Bien sûr, ça se passe aux États-Unis. Mais dans le monde sans frontières qui est le nôtre, **l'affaire HSBC est une saloperie qui n'a pas de frontières.**

Il y a cette image fantastique qui circule sur le web. Elle montre un homme cagoulé dans une banque, arme au poing. La légende: «**Donnez un gun à un homme, il peut voler une banque. Donnez-lui une banque, il peut voler le monde.**»

On savait qu'il y avait une justice pour les pauvres et une justice pour les riches. On sait désormais qu'il y a une justice pour les super riches, pour le 1%, pour l'oligarchie. Oups, je sais, il ne faut pas parler comme ça! L'oligarchie, le 1% de privilégiés qui sucent le sang du 99% restant, ça n'existe pas, c'est de la propagande de pouilleux à carrés rouges, pouache, pouache.

Continuez à dormir, y a rien à voir.

Bonne année.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



Michigan

30,000 [autres] enfants devront faire face aux mesures d'austérité au

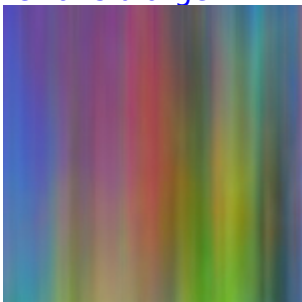


L'argent dette 2 - Le film



retraits d'argent

Angleterre : la banque HSBC demande à ses clients de justifier leurs



En Amérique, les riches sont de plus en plus riches